



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022



SOMMAIRE

- 3** - Editorial
- 6** - Chiffres clés 2022
- 6** - Les missions
- 8** - Structure de Premier Accueil des Demandeurs d'Asile
- 12** - Aide alimentaire pour demandeurs d'asile
- 14** - Hébergements - NH
- 17** - Hébergements - HUDA
- 22** - Hébergements - CHU
- 26** - SATR
- 29** - Rétention
- 32** - Pôle santé
- 35** - Glossaire

EDITORIAL

A l'image de la demande d'asile au niveau national qui a augmenté de 27% par rapport à 2021, la demande d'asile en Outre-Mer et particulièrement à Mayotte a elle aussi connu une augmentation significative cette année : + 8% par rapport à 2021. Autre évolution marquante, l'augmentation des demandes d'asile, en provenance d'Afrique des Grands-Lacs – de la RDC notamment (+ 143,5% d'augmentation au niveau national), à laquelle il a fallu faire face à travers notamment l'ouverture de près de 200 places d'hébergement d'Urgences pour Demandeurs d'Asile, ainsi que 50 places de nuitées hôtelières.

Un réel défi dans un contexte sociétal, politique et sécuritaire très délétère, sous haute tension où le « phénomène » migratoire fut constamment convoqué pour justifier les difficultés multiples du territoire. Plus que jamais en 2022, l'immigration fut envisagée comme la cause seule et unique des maux dont souffre l'île ; plus que jamais en 2022, le public accompagné par Solidarité Mayotte a été stigmatisé et a vu ses droits bafoués.

Néanmoins, nos dispositifs ont pu évoluer et se renforcer grâce au soutien des services de l'Etat, notamment la SPADA ainsi que le pôle hébergement. Par ailleurs, l'installation en octobre 2022 d'un greffe de l'OFPPRA a permis d'enclencher une nouvelle dynamique du traitement de la demande d'asile, en réduisant considérablement les délais de celui-ci, passant de plus de huit mois à trois mois à peine. Cette nouvelle donne a imposé une évolution de notre organisation afin de proposer un accompagnement adapté à ces nouveaux délais.

Ce contexte particulier nous a conduit sans cesse à interroger le sens de nos missions - notamment notre mission d'information et d'assistance juridique au sein du CRA de Pamandzi ; à interroger les limites de celles-ci que ce soit dans le cadre des mises à l'abri en nuitées hôtelières, de l'accompagnement à la SPADA, des sorties sans solution du CHU ou encore des projets d'intégration, véritables parcours du combattant, des primo accédants.

L'ensemble des équipes a, malgré tout su répondre présent, avec respect et professionnalisme, auprès de ces femmes, de ces hommes et enfants qui se sont présentés chaque jour aux portes de l'association, au terme d'un parcours d'exil pour beaucoup, long et traumatique.

Cette année encore, nous saluons l'engagement sans faille de toutes et tous, salarié-es et bénévoles, qui ont contribué à apporter au milieu du chaos des parcours individuel un peu d'humanité ; cette « dose d'humanité » que nous continuerons sans relâche à distiller, envers et contre tout.

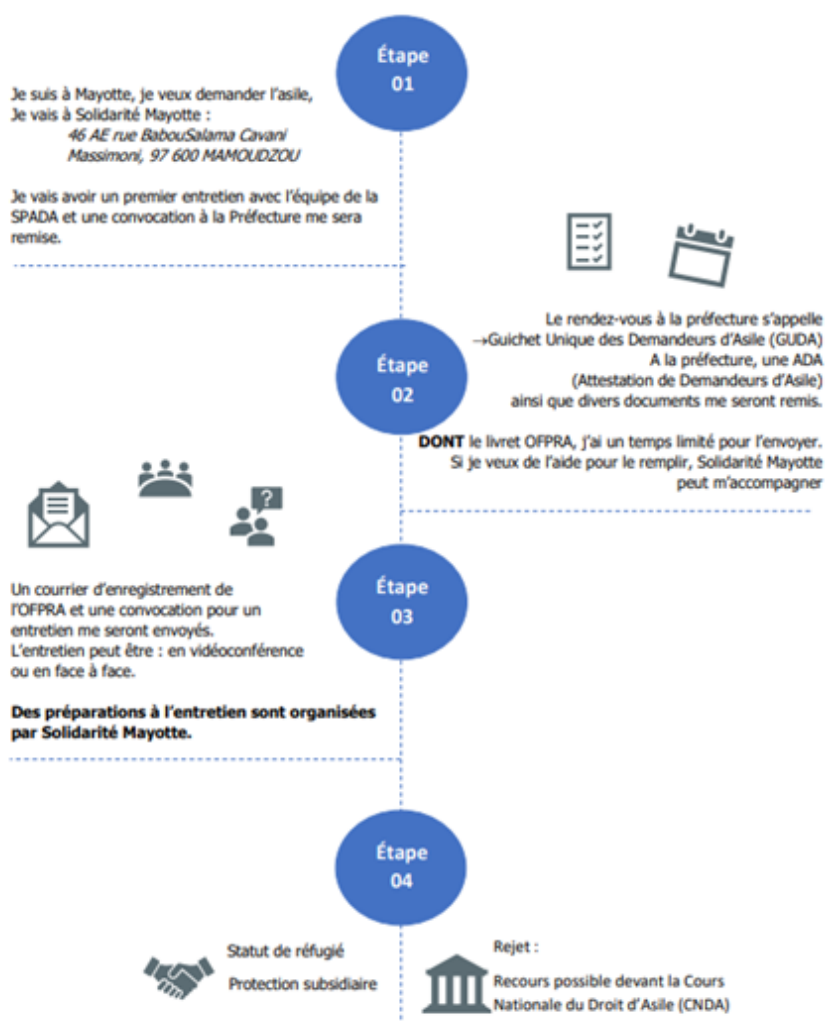
Sources : Les données de l'asile 2022 à l'Ofpra sont disponibles | Ofpra & Immigration : les chiffres pour 2022 | vie-publique.fr

NOTRE ASSOCIATION

Notre mandat

Solidarité Mayotte, créée en novembre 2005, est une association sanitaire, sociale et médicosociale. Elle a pour but d'apporter assistance, accompagnement social et soutien psychologique à tous les demandeurs d'asile, ainsi qu'aux personnes vulnérables présents sur l'île de Mayotte. Mayotte, pour beaucoup première porte d'entrée sur l'Europe quand les frontières de celles-ci deviennent de plus en plus dangereuses, connaît une croissance exponentielle de la demande d'asile depuis plusieurs années. Les exilés viennent majoritairement de l'Union des Comores, de la région des Grands Lacs, ainsi que de Madagascar. Aujourd'hui, c'est dans un contexte politique et économique complexe que Mayotte évolue.

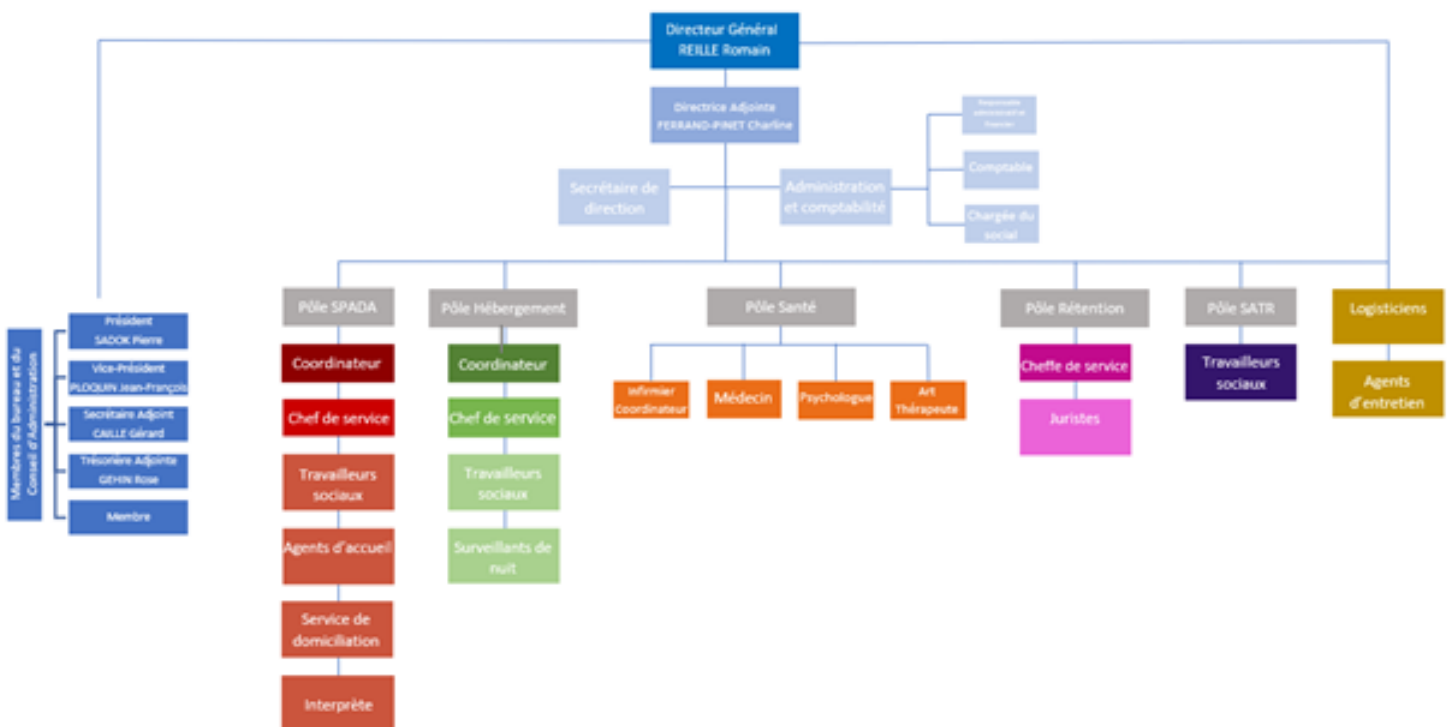
L'activité de l'association a logiquement évolué depuis sa création, particulièrement ces dernières années puisqu'elle compte à présent, cinq pôles sociaux et médico sociaux, visant à organiser un accompagnement global et cohérent du public accueilli: la SPADA, le pôle Hébergement (CHU, NH & HUDA), le pôle Santé, le pôle Rétention ainsi que le Service d'Accompagnement des Réfugiés Statutaires (SATR).



Au 31 décembre 2022, 57 salarié-es œuvraient aux différentes missions portées par Solidarité Mayotte.

NOTRE ASSOCIATION

Notre organisation



CHIFFRES CLÉS 2022

4 534 ménages PRIMO ARRIVANTS


3 666 personnes dont la demande d'asile a été pré enregistrée (**PRE GUDA**)

3 666 personnes accompagnées à la constitution du **DOSSIER OFPRA**

1 026 AIDES JURIDICTIONNELLES DÉPOSÉES

2 089 DOMICILIATIONS ACTIVES

 **1 764** CONSULTATIONS INFIRMIERES
1 326 CONSULTATIONS MEDECIN

 **555** demandeurs d'asile HEBERGES en HUDA
168 personnes HEBERGEES en CHU

41 **BPI HEBERGES** en hébergement transitoire

 **19** **DEPARTS** vers la métropole dans le cadre du SATR

43 851 **BONS ALIMENTAIRES** distribués aux DA

3 019 PERSONNES RETENUES ont pu avoir ACCES à une aide juridique au sein du CRA

2 484 SITUATIONS TRANSMISES en recours gracieux à la Préfecture

242 SAISINES du juge des référés

LES MISSIONS

SPADA

AIDE ALIMENTAIRE

HEBERGEMENT

NH

HUDA

CHU

RETENTION

SANTE

SATR



STRUCTURE DE PREMIER ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE (SPADA)

1 coordinateur, 1 chef de service, 9 travailleurs sociaux, 3 agents d'accueil, 1 agent polyvalent, 1 interprète, 2 chargés de domiciliation.

4 534 ménages primo arrivants

3 666 personnes dont la demande d'asile a été enregistrée (Pré GUDA)

2 089 domiciliations actives dont 741 nouvelles domiciliations enregistrées

4 781 accompagnements réalisés sur les temps de permanences

3 666 personnes accompagnées à la constitution du dossier OFPRA

1 026 personnes accompagnées pour formuler une demande d'aide juridictionnelle

et **916** personnes accompagnées à la constitution du recours

LES MISSIONS DE LA SPADA

La SPADA a pour mission d'accompagner les demandeurs d'asile depuis leur arrivée sur le territoire, jusqu'à la fin de leur procédure OFPRA ou CNDA.

Les demandeurs d'asile primo-arrivants sont accueillis par la SPADA, en amont du guichet unique de la Préfecture (GUDA) où ils sont enregistrés en pré-accueil. Par la suite, ces derniers se voient délivrer un rendez-vous au GUDA, pour l'enregistrement de leur demande d'asile. La SPADA leur fournit ensuite une domiciliation administrative et assure un service de gestion du courrier et de domiciliation postale.

Elle délivre par ailleurs, une information et un accompagnement sur la procédure d'asile, facilite l'accès aux droits sociaux (ADA, affiliation CSSM). Elle a également un rôle important de premier diagnostic et d'orientation et vers le pôle santé, le pôle hébergement (Nuitées Hôtelières, Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile) et l'aide vestimentaire ou alimentaire. Par la suite, les demandeurs d'asiles sont accompagnés dans la constitution et l'introduction de leurs dossiers auprès de l'OFPRA, ainsi que dans la préparation de leur entretien OFPRA.

Un accompagnement social et administratif est proposé, notamment sur des temps de permanence (sans rendez-vous).

BILAN 2022

Avec **3666** personnes ayant reçues une convocation au GUDA en vue de l'enregistrement de leur demande d'asile, contre **3818** en 2021, l'année 2022 a été semblable à l'année de reprise post COVID et de réouverture des frontières. Néanmoins, cette reprise des routes migratoires est marquée par une nouvelle répartition des pays de provenance: si les ressortissants comoriens représentaient toujours la majorité des personnes sollicitant l'asile sur le territoire (45%), près d'**1/4** des demandeurs d'asile provenaient d'**Afrique des Grands Lacs** (dont 16% en provenance de RDC).

Cette année fut marquée par la **promulgation du Décret n° 2022-211 du 18 février 2022** portant adaptation de certaines dispositions relatives aux modalités de traitement des demandes d'asile à Mayotte et sa mise en œuvre effective à compter d'octobre 2022. Ce dernier a eu pour principales conséquences: la **mise en place d'une antenne administrative de l'OFPRA sur le territoire**, la **réduction du délai de remise du dossier OFPRA** (passant de 21 à 7 jours), la **diminution du délai d'instruction du dossier** (l'OFPRA dispose à présent de 21 jours pour instruire, statuer et remettre une décision).

Aussi, depuis le 24 octobre 2022, toute personne souhaitant déposer l'asile à Mayotte est concernée par cette nouvelle organisation.

Par ailleurs, l'augmentation des arrivées en provenance notamment, des pays des Grands Lacs couplée à des places d'hébergement insuffisantes (malgré un accroissement notoire du parc HUDA entre 2021 et 2022, passant de 185 fin 2021 à 383 fin 2022), ont conduit au développement et à la pérennisation du campement existant devant l'association depuis fin 2020. Le nombre de ses occupants, vivant dans des conditions d'insalubrité les plus totales, a pu dépasser par moment la centaine. Cette situation a considérablement dégradé les conditions sanitaires du quartier, les conditions de travail des salariés et a provoqué de vives tensions au sein du voisinage.

TPOLOGIE DU PUBLIC ACCUEILLI

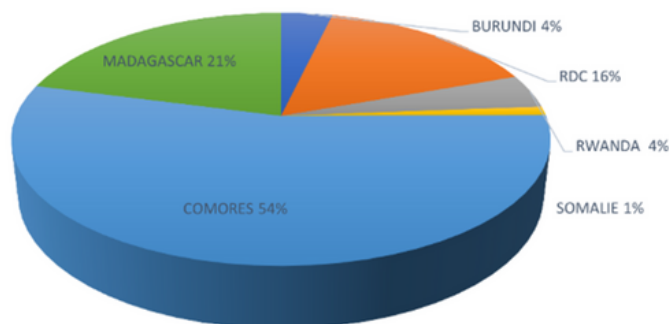
Zones géographiques

En 2021, 78% des primo-arrivants passés au GUDA étaient de nationalité comorienne. Seulement 11% provenaient de l'Afrique des Grands Lacs (Rwanda, Burundi et RDC). En 2022, avec la réouverture progressive des routes migratoires, nous constatons une nouvelle répartition : si les ressortissants comoriens représentent toujours la majorité des personnes sollicitant l'asile sur le département de Mayotte (**1945 personnes soit 54%**),

près d'1/4 des demandeurs d'asile proviennent d'Afrique des Grands Lacs (et particulièrement de RDC – 566 personnes soit 16%). Cette recrudescence de la demande d'asile provenant notamment de la RDC peut s'expliquer par un regain de tensions notamment entre la RDC et le Rwanda au courant de l'année.

Nous avons également observé l'arrivée de personnes déplacées en provenance de la **Somalie** : 40 personnes de nationalité somalienne ont ainsi déposé une demande d'asile à Mayotte (parmi elles, 16 étaient des Mineurs Non Accompagnés).

REPARTITION PAR NATIONALITE DES DEMANDEURS D'ASILE ENREGISTRES EN 2022

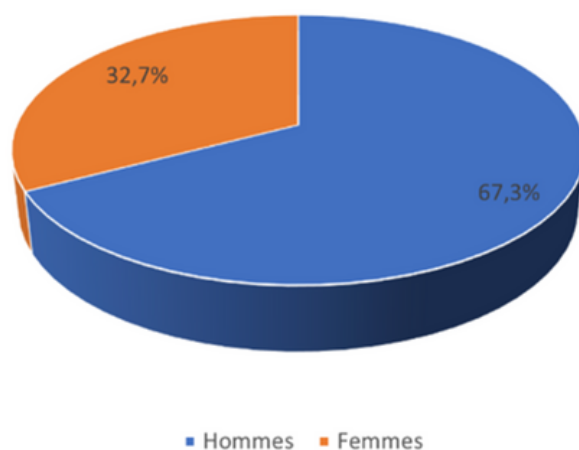


Composition familiale

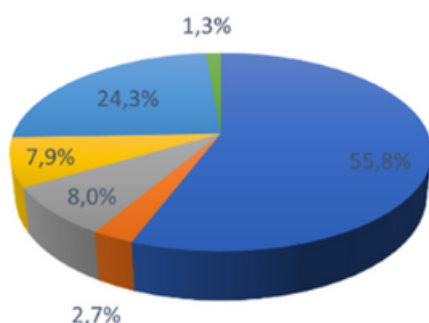
En **2022**, les familles (couples avec/sans enfants, mineurs rejoignant, familles monoparentales) représentent **41.5%** des personnes primo-arrivantes accueillies.

Cet indicateur, bien qu'en légère **baisse par rapport à 2021**, demeure élevé et souligne une fois encore la nécessité de mettre à l'abri ces personnes prioritairement. Il convient également de garder une vigilance accrue sur les personnes isolées et notamment les femmes seules car la proportion fut en augmentation cette année (passant de 24% en 2021 à 32.7% en 2022).

Repartitions hommes/femmes isolé.e.s



Composition familiale des primo-arrivants enregistrés en 2022



■ Isolé.e.s ■ Mineurs Non Accompagnés ■ Couples avec enfants
■ Familles monoparentales ■ Mineurs rejoignant ■ Couples sans enfants

Mineurs Non Accompagnés - MNA

La SPADA a également pour mission de signaler les MNA (sans représentant légal sur le territoire) auprès des autorités compétentes (Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes de l'ASE—CRIP) afin qu'une mise à l'abri soit prononcée et un administrateur ad hoc désigné. Ce sont donc **123 Informations Préoccupantes (IP)** qui ont été adressées à la CRIP, demandant prioritairement la mise à l'abri.

L'ensemble de ces mineurs ont été placés auprès de familles d'accueil d'urgence de l'ASE ou le foyer d'accueil dédié aux MNA de l'association Mlezi Maore à Acoua. Si les demandes de mise à l'abri ont toutes été exécutées dans la journée où les IP ont été adressées, malheureusement aucune demande de désignation d'administrateur ad hoc n'a abouti durant l'année 2022.

Ces jeunes confiés au département attendent pour certains plus d'une année avant de pouvoir introduire une demande d'asile - certains ont dû attendre leur majorité.

De plus nous avons été confrontés en 2022 à l'arrivée de 11 MNA dont les parents sont présents en métropole et en possession d'un titre de séjour. Si une mise à l'abri a été demandée par notre service, il est du ressort de l'ASE de solliciter la Préfecture pour la délivrance d'un laissez-passer afin d'assurer l'acheminement de ces mineurs auprès de leurs familles ou des services de protection de l'enfance du département de résidence des parents. Malheureusement, aucun laissez-passer n'a été délivré pour ces enfants en 2022.

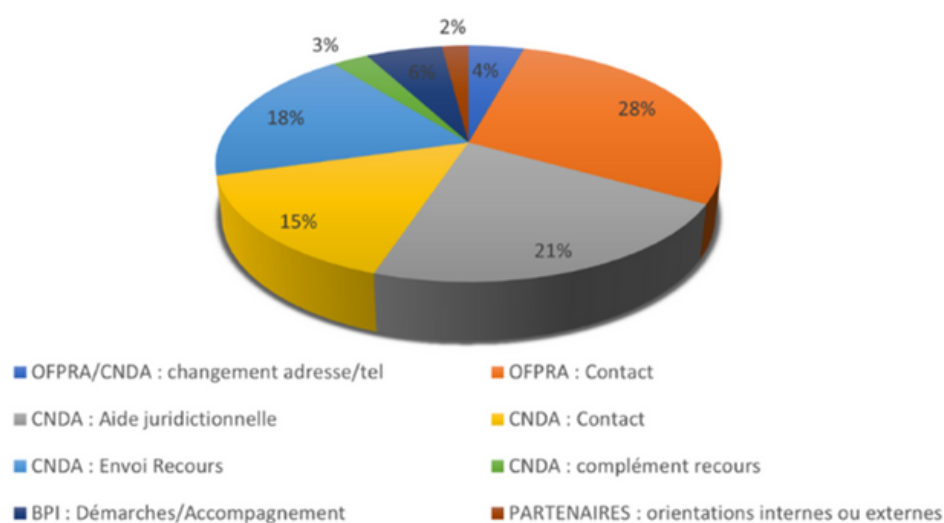
ACTIVITES DU SERVICE

Accompagnement social et administratif: les temps de permanence

Tout au long de l'année, les demandeurs d'asile ont pu se présenter spontanément à l'association (dans la limite de 30 personnes par permanence), ou prendre RDV afin d'être reçus sur des temps dédiés de permanence.

Ces dernières ont eu lieu du lundi au jeudi, de 07h30 à 12h et furent assurés par deux travailleurs sociaux. En 2022, l'équipe du Post GUDA a répondu à **4781 sollicitations**. Parmi elles, **28%** concernaient un accompagnement pour contacter l'OFPPA. Hormis celles-ci, les principales démarches effectuées lors de ces temps, furent principalement liées au recours auprès de la CNDA, à la suite des décisions de rejet de l'OFPPA (21% pour l'aide juridictionnelle et 18% pour l'envoi des recours).

Repartition des démarches accomplies sur les temps de permanence SPADA 2022



Informations collectives

2022 a été l'occasion de reprendre l'animation des informations collectives destinées à préparer les DA à leur entretien OFPPA.

Ces ateliers sont animés par les travailleurs sociaux du **POST GUDA** et un agent d'accueil. L'objectif de cet atelier est d'apporter des conseils, recommandations concrètes afin de mener à bien cet entretien. **25** « infos co » ont été animées durant l'année 2022. A noter qu'en raison des restrictions sanitaires, celles-ci ont redémarré en avril 2022. D'autre part, à l'initiative de l'équipe, nous avons également mis en place une information collective à destination des primo-arrivants. Celle-ci a pour objectifs de présenter de manière synthétique les principales étapes de la procédure jusqu'à l'entretien OFPPA. **18** « infos co » ont été animées durant l'année.

Accompagnement des BPI

La SPADA, conformément à la prestation C, accompagne les BPI dans la demande de signature du CIR auprès de l'OFII. En 2022 ce sont ainsi 156 demandes qui ont été reçues par l'OFII et 144 ont abouti par une convocation en 2022. Les autres ont été programmées sur l'année 2023. La SPADA accompagne également ces personnes dans la délivrance du récépissé par la Préfecture, constatant la reconnaissance d'une protection internationale. Enfin, l'équipe peut le cas échéant, accompagner les BPI à compléter la Fiche Familiale de Référence et la transmettre ensuite à l'OFPPA.

Développement du réseau partenarial

Afin d'orienter et d'accompagner au mieux notre public, nous avons mis l'accent sur des rencontres partenariales auprès d'acteurs clés du territoire : la CRIP et la rencontre avec une famille d'accueil agréée par le Conseil Départemental, l'OFII (Bureau Accueil et Intégration), la Préfecture (DIIC), l'ACFAV, l'antenne OFPRA de Mayotte (Mamoudzou), le siège de l'OFPRA (à travers les missions foraines), la Cour Nationale du Droit d'Asile (à travers les missions foraines), Mlezi Maore (service administrateur ad hoc et dispositif d'hébergement pour MNA).

PERSPECTIVES

A l'image de l'année précédente, la **SPADA** a noté une nette augmentation des demandes d'asile en provenance d'Afrique des Grands Lacs. Malgré des dispositifs ayant considérablement évolués ces deux dernières années, l'association ne fut pas en mesure de répondre à l'ensemble des demandes, notamment en termes d'**hébergement**.

Ainsi, le campement installé depuis 2020 aux abords de l'association s'est développé et durablement installé, renforçant les tensions et conflits entre demandeurs d'asile, tensions envers les travailleurs sociaux de la SPADA ainsi qu'envers le voisinage.

Par ailleurs, l'installation d'un greffe OFPRA en fin d'année a considérablement **réduit les délais** de traitement des demandes d'asile et par là, induit une évolution significative de notre accompagnement des primo arrivants.

Ainsi, afin de mieux répondre aux nouveaux besoins du public accueilli, de maintenir un accueil digne et respectueux mais également d'assurer des conditions de travail décentes et sécurisées pour l'ensemble du personnel et notamment pour celui de la SPADA, aux premières loges du mécontentement et des tensions du public, la montée en compétences des salariés sera poursuivie tout au long de l'année **2023**, à travers des formations internes et externes.

D'autres part, compte tenu de l'**augmentation** significative du nombre de **primo accédants**, seront mises en place des informations collectives, en lien avec le Service d'Accompagnement des Réfugiés Statutaires (SATR) de l'association pour permettre une meilleure orientation de ce public.

Enfin, il apparaît nécessaire, toujours dans une optique d'amélioration de notre accueil et de bien-être au travail de nos équipes, d'initier une démarche d'**évaluation des prestations** fournies par la SPADA, afin d'adapter nos pratiques et notre fonctionnement.



AIDE ALIMENTAIRE POUR DEMANDEURS D'ASILE

1 coordinateur - 1 agent polyvalent - 1 travailleur social

416 demi-journées de distributions alimentaires

43 851 bons alimentaires distribués

dont **13 826** à destination de mineurs

LE DISPOSITIF D'AIDE ALIMENTAIRE

Dans un contexte local économique et social fragile, où persiste une part importante de la population sous le seuil de pauvreté, les transformations de la situation alimentaire et nutritionnelle ainsi que les modifications des liens sociaux (entraide moins prégnante qu'autrefois), agissent comme facteurs aggravants de l'insécurité alimentaire sur le département.

D'autre part, les **Conditions Matérielles d'Accueil** (CMA) des demandeurs d'asile qui prévalent sur le territoire, diffèrent de celles en vigueur en métropole, notamment l'absence de l'**Allocation pour Demandeurs d'Asile** (ADA).

Les demandeurs d'asile ne bénéficient en effet pas à Mayotte d'une allocation de subsistance leur permettant de subvenir à leurs besoins élémentaires, tout au long de leurs démarches.

De plus, si en théorie ces derniers peuvent accéder au marché de l'emploi six mois après l'introduction de leur demande, dans les faits il est pratiquement impossible de trouver un emploi régulier. Ces personnes se retrouvent donc dans une situation de précarité extrême.

Aussi, les services de l'Etat ont instauré un dispositif d'aide alimentaire, matérialisé par la délivrance par **Solidarité Mayotte**, de **bons alimentaires**. Ces bons permettent l'acquisition de denrées alimentaires, auprès de supermarchés partenaires. La valeur des bons, invariable, dépend de la composition du foyer.

BILAN 2022

Depuis 2021 et l'extension du bénéfice de l'aide alimentaire à tous les demandeurs d'asile jusqu'à l'intervention d'une décision définitive de l'OFPPA ou de la CNDA quant à leur demande, le nombre de bénéficiaires est logiquement, en **nette augmentation**. Cet accroissement de la file active mensuelle s'explique à la fois par le **nombre important de primo arrivants** mais également par la **durée du traitement des recours** devant la Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA). Cette dernière est actuellement d'une année en moyenne.

ACTIVITES DU SERVICE

Ainsi en **2022**, **43 851** bons alimentaires ont été distribués aux demandeurs d'asile, contre 40 038 bons en 2021. Parmi ces 43 851 bons, 13 836 étaient à destination de mineurs. Ces derniers représentaient **32%** des bénéficiaires de l'aide proposée.

Avec 3654 personnes et 273 ménages en moyenne par mois, l'organisation de la distribution des bons alimentaires a dû s'adapter constamment afin d'accueillir au mieux les bénéficiaires. Ces dernières se déroulent toujours au Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU) de l'association, situé dans la commune de Mamoudzou. Cette localisation a été choisie afin de permettre au plus grand nombre de pouvoir accéder à cette aide. Le constat reste toutefois similaire aux années précédentes : un grand nombre potentiel de bénéficiaires de ces distributions, ne font pas le déplacement car celui-ci se révèle trop onéreux.

En effet, les transports en commun étant inexistant, les personnes prennent les taxis, ce qui leur revient à un coût total moyen trop élevé (pour exemple, un bénéficiaire résident au nord de l'île doit déboursier pas moins de 10€ en frais de déplacement pour se rendre sur le site de distribution). La principale difficulté pour l'équipe, demeure l'annonce aux bénéficiaires d'une fin de prise en charge, à la suite d'un rejet, surtout lorsqu'ils n'ont pas encore réceptionné leur décision.

Cette pratique met parfois l'équipe face à une incompréhension des demandeurs et l'annonce de telles décisions est souvent très délicate, pouvant mener à des faits de violences verbales. Assisté d'un agent de sécurité, les distributions se déroulent, pour une grande majorité, dans de bonnes conditions. Les interrogations restent sur l'accès au site, dans le village de M'tsapere, où les contrôles d'identité restent très intenses. La crainte d'une interpellation et d'un placement au **Centre de Rétention Administrative** est réelle pour notre public.

Répartition des bénéficiaires

En **2022**, **13 826** bons ont été distribués à des **mineurs accompagnés**, sur un **total de 43 851**. Tout au long de l'année, nous avons observé une demande en hausse constante et cela, malgré les difficultés d'accès évoquées ci dessus. Ce constat est observable depuis l'après période covid.

Au-delà de l'élargissement du bénéfice de cette aide en 2021 -permettant aux DA d'en bénéficier jusqu'à l'obtention d'une décision définitive quant à leur demande et expliquant en partie cette hausse - ces distributions demeurent la seule source de revenu légale des DA, tant la complexité de la procédure d'autorisation de travail la rend inopérante. Elle est donc primordiale, notamment pour les ménages comprenant des mineurs.

PERSPECTIVES

Le montant des bons alimentaires reste cette année encore, bien insuffisant, d'autant plus dans un contexte où le site de distribution s'est trouvé à plusieurs reprises, peu accessible, du fait des incidents sécuritaires à ses abords ou de la présence accrue des services interpellateurs.

Ainsi, il sera nécessaire de revoir l'organisation des distributions et interroger la pertinence de les délocaliser sur un autre site, voire d'envisager le recours à des supports dématérialisés (de type cartes rechargeables) (dans un secteur différent de la ville de Mamoudzou).

Par ailleurs, l'accès à l'information des équipes, comme des usagers sur les décisions doit être impérativement amélioré, en lien avec les services de la Préfecture afin d'améliorer la gestion des entrées et sorties du dispositif et réduire ainsi les tensions quotidiennes au guichet de distribution.

HEBERGEMENTS

NUITEES HOTELIERES (NH)

1 coordinateur, 1 chef de service, 2 travailleurs sociaux, 4 veilleurs de nuit (à compter d'octobre)

Au 31/12/2022, **50 places**

360 personnes mises à l'abri dont **116** mineurs accompagnés

321 personnes sorties dont **42%** ont basculé vers l'HUDA (134 personnes)

91 % d'occupation

Durée moyenne de séjour : **34,5 jours**

LES MISSIONS DES NUITEES HOTELIERES

Le dispositif « **Nuitées Hôtelières** » a été créé fin janvier 2022 afin d'accorder une mise à l'abri temporaire aux primo-demandeurs d'asile en rupture d'hébergement et dans l'attente de l'enregistrement de leur demande d'asile au Guichet Unique pour Demandeurs d'Asile. Il permet également à nos travailleurs sociaux de mieux « diagnostiquer » d'éventuelles vulnérabilités afin de « prioriser » autant que possible les personnes qui basculeront ensuite sur l'HUDA dans la mesure des places disponibles et l'éligibilité à ce dispositif.

D'une capacité de 50 places, la prise en charge est comprise entre 3 et 15 jours renouvelables jusqu'à l'obtention de l'Attestation de Demande d'Asile.

Le dispositif s'adresse **aux familles des demandeurs d'asile primo-arrivantes en situation de vulnérabilités** (priorité femmes seules avec enfants et femmes enceintes, personnes âgées, personnes en situation de handicap...).

A noter que nous ne sommes malheureusement pas en mesure d'accueillir certaines situations de grande vulnérabilité telles que femmes enceintes non accompagnées de plus de 7 mois ou celles rencontrant des problématiques de santé invalidantes.

Enfin, bien que le public primo-arrivant soit éligible à l'hébergement d'urgence de droit commun (115), celui-ci n'y a dans les faits, pas accès. Notre dispositif vient donc pallier l'absence de solution de mise à l'abri pour ces personnes.

BILAN 2022

TYPOLOGIE DU PUBLIC ACCUEILLI

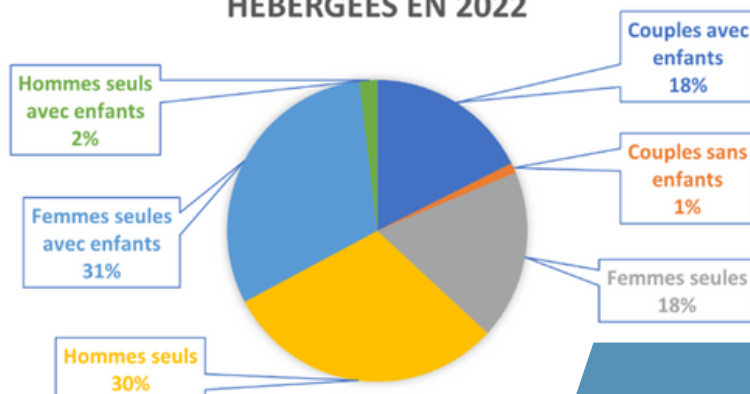
Composition familiale

En 2022, **369 personnes ont été mises à l'abri** sur le dispositif, dont 48% étaient des personnes seules. En effet en 2022, 55.8% des primo-arrivants enregistrées par la SPADA étaient des personnes isolées.

La configuration de nos hébergements permet d'accueillir, non pas en fonction de la configuration familiale, mais bien en fonction de la vulnérabilité.

Certaines tendances ont néanmoins permis de constater que les vulnérabilités signalées relevaient pour l'essentiel de la précarité extrême, ou de la présence d'enfants mineurs.

COMPOSITION FAMILIALE DES PERSONNES HÉBERGÉES EN 2022

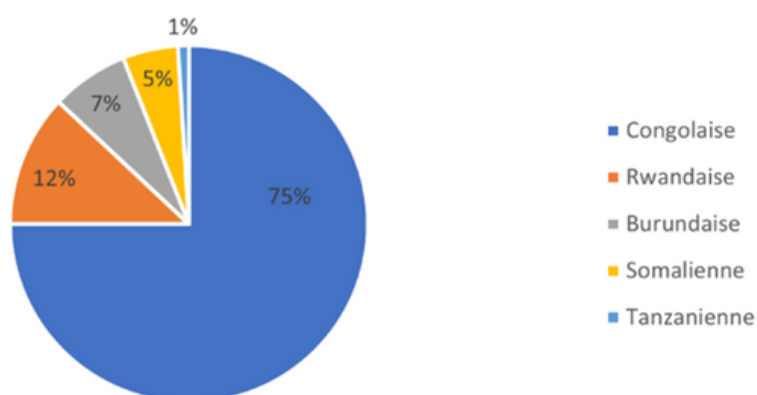


Nationalités des personnes hébergées

Dans une écrasante majorité, ce sont les ressortissants **congolais** qui ont principalement été accueillis sur le dispositif.

En effet sur l'ensemble des personnes hébergées, **75%** d'entre eux sont de nationalité congolaise.

REPARTITION DES PERSONNES HEBERGEES PAR NATIONALITE EN 2022



ACTIVITES DU SERVICE

A leur arrivée sur le territoire, les primo-arrivants sont pré-enregistrés par la SPADA, laquelle signe alors à l'équipe des NH les vulnérabilités repérées. Après vérification de celles-ci et des disponibilités, les personnes sont contactées pour un entretien de pré admission. A l'issue de cet entretien, si la vulnérabilité est confirmée, l'intégration de la personne est effective.

Celle-ci est formalisée à travers la signature du **contrat de séjour**, du règlement intérieur ainsi qu'un état des lieux. Un bon alimentaire est également remis à chaque personne intégrée. A la signature du contrat, les travailleurs sociaux informent systématiquement de l'échéance de la prise en charge; raison pour laquelle **2 rendez-vous obligatoires** sont fixés dès l'intégration : l'un à mi-parcours/15 jours soit à J+7 environ et l'autre quelques jours avant la fin de la prise en charge à J+12 jours environ.

Tout au long de la prise en charge, les travailleurs sociaux évaluent la vulnérabilité en lien avec le pôle Santé si nécessaire. Chaque ménage pourra donc être reçu une 1ère fois en **entretien d'admission**, un 2nd **entretien à mi-parcours** lors duquel pourra être réévaluée **la vulnérabilité**.

En fonction des disponibilités et donc en lien avec l'HUDA, les personnes hébergées sont priorisées pour une bascule sur ce dispositif. Aussi l'information est transmise à la SPADA, afin que ces personnes passent prioritairement au GUDA et répondre ainsi au critère principal pour intégrer l'HUDA : être en possession d'une Attestation de Demande d'Asile.

Si les personnes passent au GUDA durant leur accompagnement sur le dispositif une fin de prise en charge est prononcée à l'issue de la **période de 15 jours**.

Si une perspective de « bascule » est possible, ces personnes peuvent être prolongées, jusqu'à **30 jours**, afin de ne pas créer de rupture dans l'accompagnement.

Une ouverture progressive du dispositif

La montée en charge du dispositif a été progressive pour atteindre sa pleine capacité fin avril 2022. Au total, ce sont donc **13 946 nuitées** qui ont été ouvertes, pour un taux d'occupation de **91%**.

Un dispositif impacté par les arrivées sur le territoire

Le dispositif est logiquement impacté en cas de ralentissement des arrivées des **primo-arrivants**.

En effet certains mois, les conditions de traversée étant très mauvaises, les arrivées sur les territoires se réduisent fortement.

La persistance du Covid et des cas de gale dépistés

L'année 2022 ayant été marquée par la persistance de la **Covid 19** et notamment une certaine recrudescence sur Mayotte durant les mois de l'été, en lien avec le pôle santé de l'association, toute personne devant intégrer le dispositif a été testée et devait montrer un **test négatif** pour pouvoir être intégrée.

Courant novembre, plusieurs cas de gale ont également été dépistés chez des personnes en situation de rue et intégrées sur notre dispositif. Le lien avec l'**ARS** a été fait et en attendant leur intervention, le pôle santé de l'association a assuré la prise en charge du traitement pour ces personnes identifiées.

Cette étroite collaboration entre le dispositif des **nuitées hôtelières** et le **pôle santé** est primordiale pour garantir une prise en charge sanitaire sécurisée aussi bien pour les personnes à intégrer que pour les personnes déjà présentes sur notre dispositif.

Prévenir les situations de squats

L'équipe des nuitées hôtelières a été confrontée à plusieurs reprises durant l'année à des **situations de squats**.

Ces personnes prises en flagrant délit pour certaines ont été immédiatement délogées. L'équipe sociale étant présente sur site de 7h30 à 16h, l'astreinte éducative de l'association s'est rendue sur place à plusieurs reprises afin de vérifier le registre des personnes présentes et les personnes physiquement présentes sur les **lieux d'hébergement**.

Si nous avons pu noter une amélioration durant un temps, ces difficultés sont malheureusement chroniques et requièrent une vigilance accrue de la part de l'équipe.

PERSPECTIVES

Ce récent dispositif qui fut, dès l'ouverture à saturation, doit être maintenu, au regard des arrivées croissantes de primo arrivants, au cours du dernier trimestre de l'année 2022. Au-delà du nombre de places proposées, il sera nécessaire de poursuivre la montée en compétences des salariés, afin d'accompagner le public dans l'élaboration du récit de vie : le temps de mise à l'abri au sein de notre dispositif doit permettre aux personnes accueillies d'élaborer leur récit de vie dans de meilleures conditions.

D'autre part, le GUDA de la SPADA étant amené à convoquer davantage de primo-arrivants, il faudra diminuer les délais entre les signalements de la SPADA et l'intégration sur le dispositif, afin de mettre à l'abri plus rapidement. Ce temps ne devra pas se réduire à une mise à l'abri : des informations collectives seront dispensées aux usagers afin de leur transmettre l'ensemble des éléments nécessaires à la demande d'asile à Mayotte, ainsi qu'à la compréhension du quotidien sur le territoire.



HEBERGEMENTS

HEBERGEMENTS D'URGENCE POUR DEMANDEURS D'ASILE (HUDA)

1 coordinateur, 1 chef de service, 6 travailleurs sociaux, 1 animateur

Au 31/12/2022, **383 places**

555 personnes hébergées dont **186** mineurs accompagnés

206 sorties

103 402 nuitées ouvertes

96 % d'occupation

Durée moyenne de séjour: **226 jours**

LES MISSIONS DES HUDA

L'Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile de Solidarité Mayotte a été créé afin d'accueillir les demandeurs d'asile primo-arrivants qui rencontraient des difficultés au regard du logement. Initialement, l'HUDA avait une capacité de 15 places mixtes. La prise en charge en HUDA comprend :

- Un accompagnement individuel dans les démarches administratives des personnes hébergées (livret OFPRA avec récit de vie, démarches préfectures, accompagnement au recours, etc.) ;
- Un accompagnement dans leur projet de sortie (recherche de logement voire d'insertion) ;
- Un accompagnement collectif essentiellement basé sur des animations collectives, des ateliers ou des travaux de groupe comme la cuisine, l'esthétique ou le jardinage. L'objectif de ces ateliers est de valoriser le partage de valeurs communes aux résidents ainsi qu'à favoriser le lien social, l'éducation et l'estime de soi. Cet accompagnement est précieux dans le processus de resocialisation. Il permet d'inscrire les personnes accompagnées, dans une dynamique de vie sociale diversifiée afin de mieux s'intégrer dans une nouvelle société avec une nouvelle culture.

BILAN 2022

TYPOLOGIE DU PUBLIC ACCUEILLI

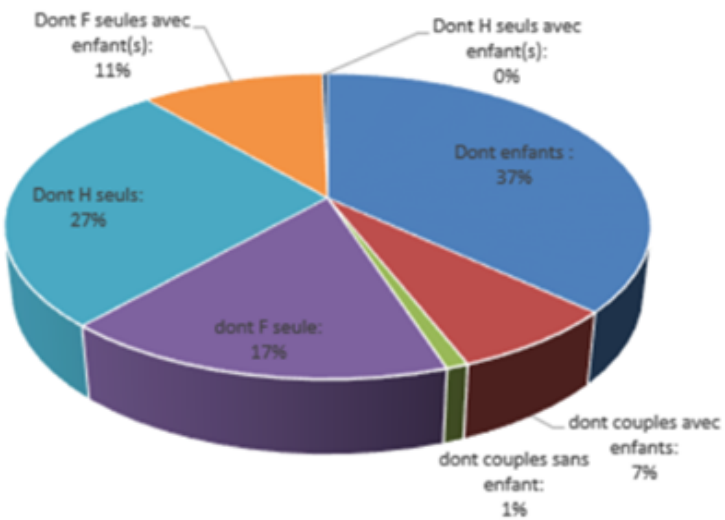
Composition familiale

Bien que toutes les configurations familiales puissent être hébergées et que des personnes de tout âge aient été hébergées au cours de l'année 2022, une part importante de jeunes mineurs accompagnés occupe nos hébergements.

La configuration de nos hébergements permet d'accueillir, non pas seulement en fonction de la configuration familiale mais bien également, en fonction de la vulnérabilité. Au vu de leur présence à la marge, les hommes seuls avec enfants ne sont pas représentés par les statistiques ci-dessous, mais font partie des configurations intégrées. Toutes vulnérabilités confondues, les configurations familiales accueillies ont alors été les suivantes :

Age	Effectif
0 - 10 ans	147
11 - 17 ans	39
18 - 30	187
31 - 50 ans	172
> 50 ans	10

Composition familiale des hébergés



Nationalités des personnes hébergées

Congolaise (RDC)	349
Burundaise	111
Rwandaise	72
Comorienne	10

Vulnérabilités

De nombreux regroupements familiaux ont eu lieu au sein des hébergements, parmi eux des **enfants mineurs**. En effet, 9 enfants mineurs ont rejoint leur parent en demande d’asile à Mayotte et hébergés en HUDA, et 3 adultes ont rejoint leur conjoint.

Le caractère urgent du traitement de ces regroupements a créé une pression sur le parc HUDA afin de créer ou libérer l’espace nécessaire à leurs prises en charge. De plus, certaines tendances ont permis de constater que les vulnérabilités signalées relevaient effectivement pour l’essentiel de la précarité extrême ou de la présence d’enfants mineurs.

Solidarité Mayotte a pu accueillir également en 2022 des **femmes enceintes** – 8 enfants sont nés en cours d’hébergement - des personnes souffrant de pathologies physiques ou mentales ou encore des victimes de violence.

Toutefois, le dispositif a constaté la présence d’une augmentation de femmes seules enceintes de plus de 6 mois et accompagnées d’enfants mineurs. Ces femmes ne sont pas éligibles à l’HUDA, au vu de l’absence de représentants légaux pour prendre soin des enfants lors de l’hospitalisation pour l’accouchement. Néanmoins, ces femmes font partie du public le plus vulnérable ce qui questionne les limites de la prise en charge de l’HUDA.

ACTIVITES DU SERVICE

La croissance du dispositif, entamée en 2021 et qui avait pour objectif d’atteindre une capacité de 350 places, s’est poursuivie en 2022. En effet, comme évoqué précédemment, la capacité du parc HUDA a doublé en passant de 185 places fin 2021 à 383 places fin 2022.

Le fonctionnement du service a dû être repensé à de multiples reprises pour s’adapter à cette croissance. Par ailleurs, une antenne de l’OFPRA a ouvert le 24/10/2022, modifiant la procédure d’introduction de la demande d’asile. Cette installation a eu comme conséquence principale, une accélération drastique du traitement des demandes d’asile.

Ce changement ayant été opéré récemment, l'HUDA n'a pas encore une visibilité suffisante pour évaluer l'ensemble des changements que cela va engendrer.

Néanmoins, on constate déjà une diminution du nombre d'accompagnement aux récits de vie OFPRA, les personnes étant rarement hébergées dans les sept premiers jours suivant leur passage en GUDA, mais aussi une augmentation du turnover. Alors que les **délais moyens de traitement des dossiers OFPRA** s'évaluaient entre **3 à 12 mois**, ils ont été **réduits** à environ **un mois et demi**.

Signalement

Les primo-arrivants sont inscrits dans une **liste d'attente d'hébergement**, par la SPADA au moment du rendez-vous au pré-GUDA. Des partenaires tels que le SIAO, le CMP, le CHM ou encore Mlezi Maore et l'ACFAV, peuvent aussi être amenés à nous signaler des personnes demandeuses d'asile en besoin d'hébergement.

Les partenaires signalent alors ces besoins par mail à la cheffe de service de l'HUDA qui les inscrit dans la liste d'attente.

Le **pôle santé** reçoit lui aussi des personnes inscrites dans la liste d'attente ou non, et y ajoute alors des vulnérabilités le cas échéant, permettant de les prioriser lors de la disponibilité des places. A ce moment-là, les personnes sont contactées par les travailleurs sociaux de l'HUDA qui les reçoivent en entretien de préadmission puis qui procèdent à leur intégration.

Accompagnement

Présents au siège à Cavani, et disposant d'un bureau à Labattoir, les travailleurs sociaux de l'HUDA accompagnent au quotidien l'essentiel des personnes hébergées. Enfin, pour répondre aux difficultés des personnes hébergées sur des sites éloignés à accéder au personnel éducatif, des VAD (visites « à domicile ») prédéfinies ont été mises en place pour assurer le meilleur accompagnement possible pour l'intégralité des personnes hébergées, où qu'elles le soient.

Cette organisation et cette présence sur des sites diffus impliquent une logistique organisationnelle mais aussi humaine et matérielle sans laquelle, les personnes hébergées pâtiraient voire risqueraient des défaillances dans l'accompagnement nécessaire au bon déroulé de leur demande d'asile.

En ce qui concerne l'accompagnement vers la sortie, une nouvelle procédure a été mise en place. Les travailleurs sociaux effectuent automatiquement une demande d'insertion auprès du SIAO depuis septembre 2022. Ainsi, **62 demandes d'insertion** à travers la plateforme **SIAO** ont été faites. Il n'est pas possible de chiffrer le volume d'aboutissement de ces demandes car en fonction de la disponibilité des places, certaines personnes connaissent une rupture d'hébergement avant d'être orienté par le SIAO vers un dispositif d'insertion. Toutefois, l'HUDA connaît une diminution du nombre de sorties sèches.

La majeure partie de ces sorties sèches concernent les personnes déboutées pour lesquelles il n'existe pas de solution de prise en charge sur le territoire de Mayotte, autre que **le 115**, et les hommes seuls pour lesquels le seul dispositif d'insertion possible est le **CHRS de Songoro** géré par Mlezi Maore et ayant une capacité de **16 places** avec une durée de prise en charge de **6 mois**.

Développement et localisation

Au vu du contexte sécuritaire de Mayotte, afin de réduire la visibilité et le risque pour les hébergés, la captation d'hébergements diffus a été priorisée. En raison de la pression immobilière sur l'île, il est difficile de capter de nouveaux hébergements dans le « Grand Mamoudzou ». Il est donc nécessaire de s'en éloigner toujours plus pour poursuivre le développement de notre capacité de mise à l'abri.



Difficultés rencontrées

Bien qu'un contrat de séjour et un règlement intérieur soit remis aux personnes hébergées, expliqué et signé avant chaque intégration, les parcours traumatiques de beaucoup de demandeurs d'asile ont parfois impacté leur capacité de sociabilisation et il est souvent difficile de faire respecter et appliquer les règles de vivre-ensemble (tâches ménagères, respect d'autrui, interculturalité, etc).

Un travail d'accompagnement aigu s'est alors s'enclenché avec ces personnes, en lien le cas échéant avec le pôle Santé ou des psychologues partenaires (CMP, Mlezi Maore, etc), pour tenter de les rattacher à la société.

De plus, le contrat de séjour et le règlement intérieur ont dû évoluer pour s'adapter aux problématiques liées à l'éloignement des hébergements. En effet, on observe un abandon ou une absence des personnes hébergées dans les hébergements éloignés.

Ainsi, une présence hebdomadaire est assurée dans chaque hébergement pour vérifier la présence dans les lieux des personnes hébergées mais aussi pour permettre et faciliter la continuité de l'accompagnement.

En cas d'absences répétées, observées lors des visites à domicile, des avertissements sont remis entraînant une exclusion après trois avertissements. Cette clause a été ajoutée dans le contrat de séjour et règlement intérieur et s'applique aussi en cas de refus d'un hébergement d'insertion.

PERSPECTIVES

Dans la continuité des ouvertures de places de la fin d'année 2022, l'année **2023** prévoit une poursuite des captations d'hébergement dont l'**objectif** est d'atteindre une capacité de **450 places**.

L'association devra suivre cette croissance, à travers le recrutement de travailleurs sociaux, ainsi qu'à travers la formation en adéquation avec les besoins du dispositif et les spécificités du territoire. La **restructuration** envisagée devra être consolidée pour permettre une **meilleure harmonie dans la prise en charge des personnes hébergées** mais aussi pour **favoriser le bien-être** au travail des salariés et ainsi pérenniser leurs investissements sur leurs postes respectifs. **Réduire le turnover** des salariés au sein du service, représente une partie de la réponse au besoin d'harmonisation des pratiques.

De plus, des outils de suivi de l'activité devront continuer à être créés et mis à disposition des salariés pour faciliter leur travail et l'accompagnement des personnes hébergées. De même, des partenariats devront être développés ou renforcés avec les acteurs locaux pour mieux orienter nos bénéficiaires dans leurs démarches et assurer un plaidoyer autour de la demande d'asile.

Des partenariats avec des acteurs des services de santé seront à travailler davantage pour améliorer les orientations sur le territoire et répondre au besoin des personnes hébergées sur les sites éloignés du grand Mamoudzou.

Enfin, la **vie collective** devra être davantage développée afin de permettre un meilleur **ancrage des personnes hébergées sur le territoire**, mais aussi pour permettre une amélioration des évaluations sociales et donc une meilleure orientation du public entraînant une anticipation et donc une prise en charge de certains troubles.

Le développement de la vie collective permettra aussi de sensibiliser les personnes hébergées à différentes problématiques telles que l'**entretien des hébergements** ou encore la **gestion des consommations d'eau et d'électricité** par exemple.



HEBERGEMENTS

CENTRES D'HEBERGEMENT D'URGENCE (CHU)

1 coordinateur, 1 chef de service, 1 travailleur social, 5 veilleurs de nuit

15 places

168 personnes hébergées dont 20 mineurs accompagnés

Durée moyenne de séjour: 29 jours

95,1 % d'occupation

LES MISSIONS DU CHU

Le centre d'hébergement d'Urgence (CHU) s'adresse aux **personnes isolées** et aux **familles** rencontrant des difficultés liées au logement et qui sont dans une **situation d'urgence** (incendie, expulsion de leur logement, personnes sans domicile fixe).

A l'exception des mineurs non accompagnés, des demandeurs d'asile et de certaines personnes souffrant de pathologies trop lourdes ou de grossesse avancée (femme seule, enceinte de 6 mois et plus) nécessitant des conditions d'hébergement adaptées, le **CHU garantit un accueil inconditionnel**, ouvert à toute personne, qu'elle soit en situation irrégulière sur le territoire, de nationalité française ou pour laquelle une protection internationale a été reconnue. Les orientations sont prononcées par le SIAO, à la suite d'un appel au numéro d'urgence 115. Sur le département de Mayotte, l'opérateur en charge du 115 est la Croix Rouge Française.

Un **accueil de jour** permet aux hébergés de rester sur le CHU pour une **durée de 21 jours**. Celui-ci est ouvert 7 jours sur 7 et l'intégration des personnes orientées via le 115 est facilitée par la présence de travailleurs sociaux et le cas échéant, de veilleurs de nuit en lien avec les astreintes physiques et cadres qui prennent le relai de l'équipe éducative dès la fermeture de la structure.

L'**accompagnement** dispensé aux hébergés est individualisé mais aussi collectif à travers des ateliers ou des animations qui favorisent le lien social, l'éducation et la citoyenneté, avec pour objectif : la resocialisation. Des entretiens individuels réguliers avec les travailleurs sociaux permettent aux hébergés d'être accompagnés dans leurs démarches sociales ou professionnelles ou à travers des orientations vers les dispositifs partenaires adaptés. Des commissions régulières réunissant les différents acteurs sociaux et institutionnels locaux, et pilotées par la DEETS et le SIAO, facilitent la prise de relais par des structures d'insertion et de stabilisation (CHRS, ACFAV, CEMEA, M'lezi Maoré, etc.).

BILAN 2022

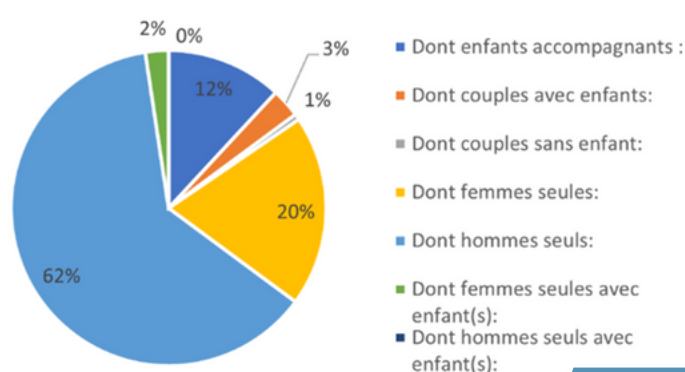
TYPOLOGIE DU PUBLIC ACCUEILLI

En 2022, sur 168 personnes prises en charge au total, 10 étaient en demande d'hébergement d'urgence en raison de violences subies et se retrouvant dans une situation de rupture familiale, tandis que 158, l'étaient en raison de difficultés d'accès au logement et à des ressources insuffisantes.

Composition familiale

A l'image de l'année précédente, en 2022 la majorité des personnes accueillies était des hommes seuls (62%), suivi des femmes seules. 12% des personnes accueillies étaient des mineurs accompagnés.

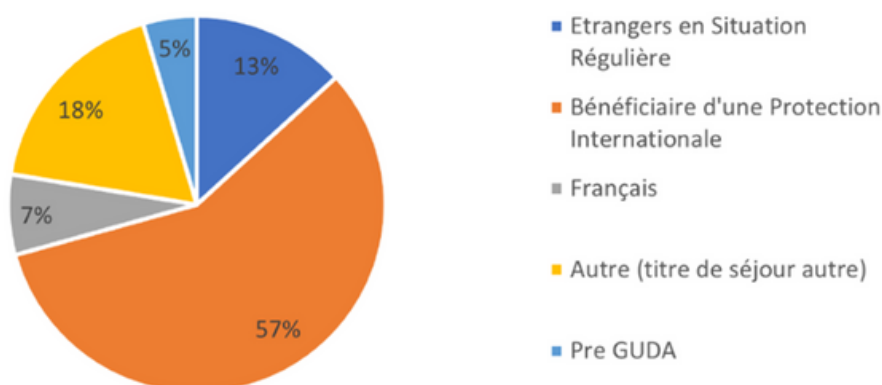
Composition familiale des personnes hébergées en 2022



Situation administrative

En 2022, le CHU a mis à l'abri une majorité de personnes Bénéficiaires d'une Protection Internationale (57%).

Situation administrative des personnes hébergées en 2022



ACTIVITES DU SERVICE

Les admissions se font sur orientation du SIAO-115 qui transmet par mail au travailleur social présent au CHU, une fiche détaillée pour joindre la personne et faciliter son intégration. Le travailleur social ayant en charge la famille ou la personne en situation de rupture d'hébergement dispose alors d'un **délai de 24 heures** pour **traiter l'orientation et accueillir les personnes**. A l'arrivée de la personne au CHU, un premier entretien d'admission a lieu pour évaluer son éligibilité et l'absence de contre-indication (médicale notamment). Lorsque celle-ci est bien éligible, le règlement intérieur lui est lu et expliqué. Une fois le règlement accepté par la personne, le travailleur social informe alors le SIAO de la décision d'intégrer la personne, ou du refus le cas échéant. En retour, le 115 acte cette décision sur le logiciel SI-SIAO et indique à la structure la date de fin de prise en charge. Par ailleurs, l'équipe dispose d'un délai d'une semaine pour faire une demande d'insertion avant la fin de la prise en charge au CHU. Ce délai donne la possibilité d'empêcher les sorties sèches et d'anticiper les orientations vers les structures appropriées. Ces demandes d'insertion concernent seulement les personnes en situations régulières avec un titre de séjour en cours de validité. Le SIAO Insertion centralise toutes les demandes d'hébergement des ménages en situation régulière avec ou sans ressources.

En 2022, après une fin de prise en charge prononcée au CHU, **31** personnes accompagnées ont bénéficié d'une **réorientation** sur notre dispositif. En effet à la suite d'un appel au 115, elles ont bénéficié d'une nouvelle prise en charge (jusqu'à 4 prises en charge successives pour certains). Les travailleurs sociaux du CHU ont également la possibilité d'adresser une demande de prolongation avant la fin de prise en charge si une vulnérabilité avérée est décelée et objectivée. Aussi dans certains cas, certaines personnes n'ont pas quitté le dispositif à l'issue des 21 jours de prise en charge et ont été renouvelées pour une période de 21 jours, non renouvelable.

Solidarité Mayotte s'appuie sur un **réseau de partenaires**, associatifs, privés ou institutionnels pour orienter les personnes hébergées vers les besoins de première nécessité (Croix-Rouge Française, M'lezi Maoré), mais aussi pour leur garantir un suivi médical (CHM, CMP, dispensaires, CSSM) ou un accès aux droits (CDAD, Mairies, DEETS, Préfecture de Mayotte, ARS). Ce travail partenarial est nécessaire pour permettre une lisibilité la plus exhaustive possible sur la situation sociale des personnes et réfléchir aux solutions de sorties les plus adaptées. Une fois identifiées, ces solutions sont travaillées avec ces structures mais surtout, avec les hébergés eux-mêmes, qui doivent être acteurs de leur parcours d'insertion ou de réinsertion pour que celui-ci porte ses fruits.

Difficultés rencontrées

En 2022, le dispositif n'a pas connu de croissance en termes de places mais a vu son fonctionnement impacté en de nombreux aspects.

La persistance du Covid sur le territoire

Comme tout dispositif d'hébergement, le CHU n'a pas été épargné puisque plusieurs cas positifs ont été dépistés parmi les hébergés. Aussi les hébergés ont été dans leur ensemble testés ainsi que les membres de l'équipe. Il a été préconisé la mise en place d'un dépistage préalablement à toute intégration sur le dispositif. Les personnes étaient donc informées de ce protocole et tenues de s'y conformer avant leur admission.

Des auto-tests étaient également à disposition des membres de l'équipe.

Pour les personnes présentant une comorbidité élevée en raison de problématiques de santé et dans l'incapacité d'être isolées sur le CHU, ces dernières ont été transférées vers un Centre d'Hébergement Spécialisé Covid. Dans l'attente de leur retour sur le CHU, leurs places étaient maintenues. Bien évidemment durant cette période, l'application des gestes barrières a été renforcée.

L'augmentation croissante de l'accueil des Bénéficiaires d'une Protection Internationale

Comme mentionné plus haut, le CHU a accueilli dans sa majorité les BPI. Pour garantir un accès aux droits effectif, ces personnes sont systématiquement orientées vers la SPADA pour la délivrance de leur premier récépissé constatant la reconnaissance d'une protection internationale, l'orientation vers l'OFII pour la signature du CIR et un accompagnement pour compléter la Fiche Familiale de Référence. Ces démarches accomplies, nous les signalons auprès du service SATR afin qu'elles soient reçues et accompagnées dans leurs démarches d'insertion.

La difficile prise en charge des problématiques de santé aiguës

Au-delà des personnes en situation irrégulière, sont ainsi prises en charge des personnes souffrant de pathologies graves, somatiques ou psychiques. L'aspect collectif et mixte du CHU peut alors causer des problèmes en ce que ses salariés ne disposent pas des compétences ni de l'infrastructure nécessaires pour assurer une prise en charge appropriée alors qu'un suivi médical important serait exigé.

Ces manifestations de la vulnérabilité des hébergés peuvent parfois déraiper, mettant ainsi en danger les salariés eux-mêmes, les hébergés et les biens, n'imposant d'autres choix que l'appel aux forces de l'ordre ou le recours à l'exclusion.

Fermeture du CHU entre 07h et 11h

Notre dispositif est tenu d'accueillir, héberger et accompagner le public 7 jours sur 7 et 24h sur 24. Malheureusement, pour des raisons de financement, nous avons été contraints de modifier les horaires de notre dispositif. Aussi le CHU est fermé entre 7h et 11h du matin depuis novembre 2022. Le veilleur de nuit a donc pour mission de procéder à la sortie des personnes hébergées chaque jour à 7h et à 11h, le travailleur social procède à la ré-intégration de ces mêmes personnes.

Depuis sa mise en place, les veilleurs de nuit et travailleurs sociaux rencontrent de nombreuses résistances de la part des personnes hébergées (et notamment celles rencontrant de graves problématiques de santé), lesquelles ne comprennent pas pourquoi elles doivent quitter sur ces horaires.

Malgré l'information transmise par l'équipe éducative auprès des personnes accueillies et du voisinage, nous sommes également de temps en temps interpellés pour des situations de malaises ou autre sur les horaires de fermeture du CHU.

PERSPECTIVES

Dans un contexte social qui, n'a cessé de se dégrader ces derniers mois, le CHU demeure un acteur incontournable de la prise en charge de droit commun sur le territoire.

Afin que l'accueil proposé soit davantage qualitatif, il sera nécessaire en 2023 de poursuivre le **dialogue avec les services de l'Etat** autour de **l'ouverture d'un véritable accueil de jour**, permettant d'accompagner plus et mieux le public et réduire ainsi les sorties sans solution.

Dans ce même objectif, les rencontres avec les prescripteurs seront maintenues et développées. Par ailleurs, il apparaît nécessaire de travailler à la sensibilisation des partenaires (CCAS, UTAS, etc), sur la question des BPI dans le but d'améliorer leur accès aux droits et leur parcours d'intégration à Mayotte.



SERVICE D'ACCUEIL TRANSITOIRE DES REFUGIES (SATR)

2 travailleurs sociaux, 1 conseiller en insertion professionnelle

20 places en hébergement transitoire (type CPH)

41 personnes hébergées

Dont **12** mineurs accompagnés

11 dossiers validés par la Commission d'Aide au Départ

19 départs vers la Métropole soutenus par le dispositif

LES MISSIONS DU SERVICE D'ACCUEIL TRANSITOIRE DES REFUGIES (SATR)

Le Service d'Accompagnement Transitoire Pour Réfugié Statutaire s'adresse aux personnes reconnues réfugiées statutaires par l'OFPRA ou par la CNDA, en application de l'article 1er A2 de la **convention de Genève du 28 juillet 1951**.

Le programme permet d'**assurer l'accueil** et l'**accompagnement social** de ces personnes, en vue de leur intégration sur le département ou en facilitant et organisant leur départ vers la métropole pour une intégration durable et réussie. En effet, au regard des difficultés inhérentes au territoire de Mayotte – chômage important, difficultés d'accès à l'emploi dues aux nombreuses discriminations dont les BPI font l'objet, difficultés d'accès au logement – la grande majorité des primo accédants, quittent le territoire pour rejoindre la métropole. Dans ce cadre, un hébergement (20 places) est proposé pour la période couvrant l'accès au statut et le départ effectif en métropole (deux mois, renouvelables trois fois).

Une aide alimentaire, sous la forme de bons alimentaires est également proposé durant les six premiers mois suivant l'obtention du statut.

BILAN 2022

TYPLOGIE DU PUBLIC ACCUEILLI

Statut

Le dispositif vise à accompagner les personnes ayant obtenues un statut de réfugié ou qui bénéficient de la protection subsidiaire.

Composition familiale

Les **hommes seuls** représentaient cette année, **46 %** des personnes hébergés, les femmes seules avec enfants représentaient 15% du total et les femmes seules, 10%. Parmi les **41 personnes hébergées**, 12 d'entre elles étaient des mineurs accompagnés, soit 29% du total du public accueilli.

ACTIVITES DU SERVICE

Conditions d'admission et de suivi

L'équipe **SATR** reçoit les demandes d'accompagnement en interne via les services **SPADA**, **CHU** et **HUDA**. Il est toutefois recommandé à l'usager de prendre l'initiative de déposer sa demande, afin de favoriser l'autonomisation et la responsabilisation. À la suite de ces sollicitations, les BPI sont conviés à une réunion d'information collective, afin de les informer des missions du service, des objectifs et des attendus.

Les bénéficiaires de la protection internationale qui adhèrent à l'accompagnement sont ensuite conviés à un entretien individuel, afin de recueillir toutes les informations nécessaires à l'ouverture d'un dossier. Un accompagnement individualisé est mis en place sur différentes étapes (accès aux droits, recherche d'emploi et/ou de formation, de logement...), ainsi qu'un contrat d'engagement individuel.

Accompagnement social

Le travail accompli auprès des BPI accompagnés, par l'équipe du SATR, vise en premier lieu à leur faciliter l'accès aux services d'insertion de droit commun. Ainsi, le travailleur social et le conseiller en insertion professionnelle (CIP) appuient ce public, dans l'obtention de leurs documents d'identité, la scolarisation des enfants, ainsi que dans les démarches d'obtentions des aides et allocations auxquelles ils peuvent prétendre.

Le CIP travaille également avec eux sur la définition de leur projet professionnel ainsi que sur les démarches possibles pour l'enclencher sur le territoire (apprentissage de la langue française, formations en lien avec Pôle Emploi, autonomisation dans la prise de contacts avec les entreprises, techniques de recherche d'emplois, etc). Certains BPI s'orientent vers des formations professionnelles. Malgré tous les efforts engagés pour l'accès à l'emploi des publics bénéficiaires de la protection internationale, des freins subsistent et pèsent lourdement sur leur parcours: marché du travail contraint à Mayotte, expériences antérieures dans d'autres pays non prises en compte par les employeurs, faible maîtrise de la langue française.

Ainsi in fine, l'**objectif** est pour la grande majorité d'entre eux, de **rejoindre le territoire national**, où l'**accès à l'emploi** et au **logement** apparaît relativement plus aisé. Cet accompagnement social s'enclenche donc tout d'abord à Mayotte et se poursuit en métropole.

Aide au départ

Cette aide est attribuée aux bénéficiaires pouvant prouver une démarche réelle d'**insertion professionnelle** sur le territoire national. La personne ne pourra en bénéficier qu'après avoir notamment prouvé une possibilité d'hébergement.

En 2022, **19 personnes** (13 adultes et 6 enfants), ont quitté le territoire via le dispositif. Si le suivi des ménages a été erratique aux commencements de ce dispositif, il est aujourd'hui régulier du fait de l'amélioration de l'accompagnement à Mayotte par l'équipe actuelle - c'est donc tout naturellement que le lien est conservé - mais également par l'instauration d'un « contrat moral » - partie intégrante du contrat d'accompagnement- « obligeant » les bénéficiaires de l'aide à informer l'équipe de leurs premiers pas en métropole, à différentes temporalités (un mois, trois mois et six mois) via un suivi par mails et appels téléphoniques.

Hébergement

Les **20 places d'hébergement transitoire** pour réfugiés statutaires ont comme les années précédentes, été vivement sollicitées en 2022. **41 personnes** ont pu en bénéficier.

Du fait de la durée relativement importante (6 mois maximum), tous les bénéficiaires —à l'exception d'une sortie volontaire - ont été prolongés jusqu'au terme maximum) en hébergement, le turn over est limité et la liste d'attente n'a cessé de s'étoffer (46 ménages au 31.12.2022). Les orientations par l'HUDA, le CHU et la SPADA ont été régulières, renforçant ainsi la cohérence de la prise en charge globale de notre public - même si des solutions ne sont pas systématiquement trouvées.

Ces 20 places, réparties sur deux sites (Cavani et Passamainty) sont dédiées aux personnes ayant un projet professionnel bien établi et se montrant très investies dans leur démarche.

Il est également demandé aux bénéficiaires de présenter, au minimum un extrait de naissance délivré par l'OFPPA et la décision d'admission au statut de réfugié ou bénéficiaire d'une protection subsidiaire.

Aide alimentaire

Les réfugiés et bénéficiaires de la protection subsidiaire peuvent prétendre, dès lors qu'ils ont obtenu la reconnaissance de leur statut, au Revenu de Solidarité Active (RSA).

Néanmoins, l'accès effectif à ce droit demeure complexe et bien souvent, ce public doit attendre plusieurs mois avant que le RSA ne leur soit accordé. Comme évoqué plus haut, l'accès à un emploi étant lui aussi difficile, ces personnes se trouvent dans une situation de précarité importante.

Ainsi en 2022, **11 148 bons** ont été distribués, dont 4774 à destination de mineurs (929 personnes bénéficiaires mensuelles en moyenne).

Difficultés rencontrées

Les **délais d'obtention des documents d'état civil** par l'OFPRA demeurent **long**, privant ainsi le public accueilli d'un accès effectif aux droits sociaux, allocations et prestations auxquelles il peut prétendre.

La non-effectivité de certains partenariats avec des organismes représente également une réelle difficulté. En effet, sans numéro de sécurité sociale, les bénéficiaires de la protection internationale ne peuvent ni s'inscrire à une formation professionnelle ou qualifiante, ni travailler. D'autre part, depuis le 4 avril de cette année, les demandes des TDS (titre de séjour), TVE et DCEM s'effectuent directement en ligne sur le site national de l'ANEF.

A son ouverture la plateforme a normalement fonctionné mais quelques semaines après, les BPI ont commencé à rencontrer des difficultés. Enfin, au niveau national, l'insuffisance de partenariats formellement institués constitue également un frein dans l'accès au logement. En effet, lorsqu'une personne arrive en métropole, elle est souvent hébergée par une connaissance, un membre de la famille.

Le choix de la ville ou de la région est donc très souvent lié aux contacts que le BPI a sur le territoire métropolitain. Cependant, cet hébergement est souvent précaire et provisoire.

PERSPECTIVES

L'enjeu de l'année à venir est concentré sur les relais à développer en métropole, afin d'assurer une arrivée et intégration réussies. En effet, le **lien avec le territoire national**, hors régions sous tension, est primordial pour permettre une prise en charge continue et pertinente.

Depuis la naissance du service **SATR** en **2020**, de nombreux contacts ont été pris avec des organismes impliqués dans l'accompagnement au logement, à l'emploi, à la scolarité, etc. Le service SATR envisage donc pour l'année prochaine de renforcer ces partenariats de manière plus structurelle via par exemple des conventions de partenariat. Le SATR souhaite notamment approfondir ses recherches de partenaires sur la question du **logement**. De plus, la recherche de partenariats avec des organismes proposant un accompagnement social plus général est également nécessaire (organisations comme KODIKO, Duo for a Job, la plateforme Réfugiés.infos, etc).

Ce développement de relais sur le territoire national, ne pourra se faire sans le concours des services de l'Etat via des places d'hébergement dédiées aux Outre-Mer, des relais via les Directions territoriales de l'OFII, des relais de Préfecture à Préfecture afin de faciliter les démarches administratives. L'année à venir devra aussi permettre de créer ou renforcer les partenariats avec les organismes sociaux en local (ex : rendre opérationnelle la convention de partenariat qui lie la CSSM avec SM), comme au national.

RETENTION

1 coordinatrice, 1 cheffe de service, 6 juristes

3019 personnes retenues ont pu avoir accès à l'équipe au sein du CRA

2484 situations transmises au sein du CRA

242 saisines du juge des référés liberté

90 demandes d'asile en rétention

Capacité de rétention: **136** + **12** places en zone d'attente (ZA)

LES MISSIONS DU POLE JURIDIQUE EN RETENTION (CRA)

Solidarité Mayotte a reçu mandat de la Préfecture pour une prestation d'accueil, d'information et d'assistance juridique des étrangers en rétention, dans le cadre du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile (CESEDA).

Ainsi, afin de permettre l'exercice effectif des droits des étrangers retenus au CRA, les 6 juristes de l'équipe ont pour mission d'informer les Etrangers en Situation Irrégulière (ESI) sur leurs droits et sur les procédures possibles en rétention. Ainsi, Solidarité Mayotte **accompagne** les personnes dans leurs **démarches administratives** et **juridiques** et facilite l'accès de ces personnes aux diverses institutions judiciaires et administratives.

BILAN 2022

ACTIVITES DU SERVICE

Situations communiquées

En 2022, **26 020** personnes ont été retenues dont **2905 mineurs**, pour **19 763** éloignements, dont 2183 mineurs ce qui fait cette année encore, du CRA de Mayotte, le plus gros CRA de France. **3019** personnes retenues ont pu avoir accès à l'association, parmi lesquelles **2484** ont vu leurs situations transmises afin de solliciter leur libération.

Par **242 fois**, le juge des référés libertés a été saisi, amenant à **134** suspensions d'OQTF, dont **35** injonctions retours.

90 demandes d'asile ont été déposées en rétention. Parmi les demandeurs d'asile concernés, certains d'entre eux avaient déjà entamé leurs démarches à la SPADA de Solidarité Mayotte et étaient en attente de passer au GUDA.

Un quotidien toujours sous tension

2022 fut semblable à 2021, avec un **temps de rétention d'en moyenne 17h**. Le CRA est très régulièrement saturé et tout aussi régulièrement, sont créés des LRA, afin de palier ce manque de place.

La célérité des éloignements quotidiens vers les Comores, ne permet pas aux retenus un accès à leurs droits et notamment, au droit au recours effectif. Les vérifications d'identité sont très souvent réalisées avec très peu de soin et ce sont les associations intervenantes qui supportent de fait, la charge de cette mission. En effet, Solidarité Mayotte sollicite chaque jour à la Préfecture, le retrait d'**OQTF** de nombreuses personnes retenues.

D'autre part, la célérité des éloignements ne permet pas au retenu l'exercice de ses droits convenablement mais il arrive aussi que des personnes soient éloignées alors même qu'une procédure en Référé-Liberté soit engagée. Lorsque l'équipe en est informée, elle peut déposer un recours complémentaire « d'injonction retour », permettant en cas de condamnation de la Préfecture, de condamner cette dernière au rapatriement de la personne expulsée à tort.

Ce recours perdure, malgré de nombreuses condamnations sous astreinte financière.

Des éloignements vers des destinations jusque lors fermées

Au cours de cette année, le CRA et la préfecture ont mis en place des éloignements vers des destinations jusque lors fermées. Dans un premier temps, des éloignements vers Madagascar ont repris avec l'ouverture des frontières après l'assouplissement des conditions mises en place lors de la crise sanitaire liée au Covid-19.

L'équipe a ensuite été témoin d'un changement de politique face aux personnes ressortissantes de pays d'Afrique continentale. En effet, l'éloignement de ces personnes était jusque-là très compliqué en raison du coût engendré et de la complexité de l'organisation de ces départs. Cependant, cette année plusieurs personnes dans ce cas de figure ont été retenues et l'une d'entre elle a fait l'objet d'un éloignement en République Démocratique du Congo. De plus, 7 personnes ressortissantes du Sri-Lanka ont été interpellées en mer et ont été reconduites dans leur pays, après une longue et complexe procédure.

Face à cette situation, l'équipe a pris la position de faire de plus en plus appel aux recours au Juge de la Liberté et de la Détention (JLD). De nombreuses personnes ont pu être remise en liberté dans ces conditions, parfois quelques jours avant leur éloignement prévu.

Des formations en interne

A la fin de l'année 2021, le pôle rétention a été sollicité afin de réaliser des formations en interne.

Ces formations ont été fortement appréciées. Cette mission s'est renforcée avec l'évolution de certains postes. En effet, avec l'évolution de la cheffe de service en coordinatrice, une partie de ses missions est dévolue à l'organisation de formations à destination de salariés nouvellement recrutés, notamment sur le droit d'asile et ses particularités mahoraises.

De nouvelles formations ont été organisées en 2022 et de prochaines sont en cours. Cependant, avec la baisse de notre effectif en fin d'année, ces missions ont dû être suspendues.

Rapport national sur les conditions de rétention

Une fois encore, l'équipe rétention a contribué à la rédaction du « **Rapport Rétention** », rapport inter associatifs, rassemblant l'**ASSFAM-groupe SOS, Forum Réfugiés, France Terre d'Asile, La Cimade** et **Solidarité Mayotte** et présentant le bilan du partage d'expérience de ces associations sur la réalité de la rétention administrative des étrangers en France. Mayotte garde une place particulière dans ce rapport, au regard du contexte spécifique dans lequel s'inscrit l'activité du CRA, faisant de celui-ci, en termes d'intégrations et de reconduites, le plus important de France.

La participation à ce rapport national est absolument nécessaire pour Solidarité Mayotte, par la visibilité que ce dernier offre aux conditions de rétention administrative à Mayotte.

Difficultés rencontrées

Cette année 2022 fut marquée par l'augmentation des situations préoccupantes dont a été témoin l'équipe. En effet, parmi les personnes retenues au CRA ont figuré des parents d'enfants de nationalité française, des personnes justifiant d'une arrivée sur le territoire et d'un maintien sur celui-ci depuis au plus l'âge de 13 ans, ainsi que des personnes de nationalité française.

Au moins 7 d'entre elles ont d'ailleurs été éloignées vers les Comores! Par ailleurs, au regard des difficultés de communication au sein du CRA, l'équipe a davantage eu recours à des injonctions retours pour des personnes éloignées illégalement. Cette pratique fut dans certains cas, le seul moyen d'action possible.

Plus largement, c'est d'une adaptation constante aux services de la Préfecture et aux équipes du CRA que l'équipe a dû faire preuve, provoquant lassitude et épuisement parmi celle-ci. Cette année, c'est bien le sens et la pertinence de notre mission qui n'ont cessé d'être interrogés.

PERSPECTIVES

Au regard des difficultés nombreuses et persistantes, rencontrées tout au long de l'année 2022, venant régulièrement interroger le sens des missions de l'association au sein du CRA de Pamandzi et pour maintenir notre réponse aux besoins du public rencontré 7j/7j, l'année 2023 pourrait être placée sous le signe du contentieux.

En effet, un travail de fond sur les décisions sera à mener.

Les rencontres multi partites – CRA, Etat-Major LIC, DIIC – devront se tenir plus régulièrement afin que les problématiques rencontrées soient évoquées de manière plus régulière, et que des solutions à celles-ci soient trouvées rapidement afin que les missions de chacune des parties prenantes puissent se réaliser dans le respect du droit de la personne retenue.

Ce renforcement de l'action contentieuse, auquel pourra s'ajouter la structuration d'un relevé plus systématique de données utiles au développement d'une fonction d'observatoire, viendra également nourrir notre plaidoyer au sein du Copil Rétention tout d'abord, que nous poursuivrons comme chaque année, mais aussi au niveau local, auprès des acteurs de terrain (avocats, associations, etc).



POLE SANTE

1 infirmier, 0,5 médecin, 1 psychologue

1 764 consultations infirmières

1 326 consultations médicales

213 orientations infirmières vers l'extérieur

LES MISSIONS DU POLE SANTE

En l'absence de l'Aide Médicale d'Etat (AME), de la Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) et de l'Aide aux demandeurs d'asile (ADA) à Mayotte, les demandeurs d'asile et plus particulièrement les primo-arrivants sont soumis à une **extrême précarité**.

Par ailleurs, les demandeurs d'asile ont souvent subi des **violences physiques, psychologiques** et/ou **sexuelles**, tant dans leurs pays d'origines que lors du parcours migratoire. De plus, le contexte mahorais d'un déficit global de spécialités médicales, notamment en équipes de psychiatrie, complique le suivi ambulatoire des patients dès lors que l'hospitalisation n'est plus justifiée.

A cela s'ajoutent enfin la saturation des structures de santé du territoire et la très forte stigmatisation dont le public DA fait l'objet : l'accès aux soins est donc un véritable enjeu pour les demandeurs d'asile à Mayotte. A travers ce pôle, les missions proposées sont les suivantes: amélioration de l'accès aux soins, accompagnement psychologique, accompagnement médico-social, éducation à la santé et prévention.

BILAN 2022

TPOLOGIE DU PUBLIC ACCUEILLI

En 2022, la répartition hommes/femmes parmi la patientèles du pôle était relativement égale (51% d'hommes contre 49% de femmes).

Primo arrivants

Pour beaucoup, ils n'ont eu depuis le début de l'exil, accès à aucun suivi médical. Leur état est régulièrement altéré par un séjour aux Comores et par la traversée (infections dermatologiques, déshydratation, plaies infectées, PTSD). Ils peuvent depuis 2022, bénéficier d'une mise à l'abri de 15 jours au sein des nuitées hôtelières, sous réserve de places disponibles.

Demandeurs d'asile

Ils bénéficient de la sécurité sociale, tant que leur récépissé est valide. Le suivi des pathologies chroniques est entravé par les coûts des consultations (dispensaires).

Bénéficiaires de la Protection Internationale

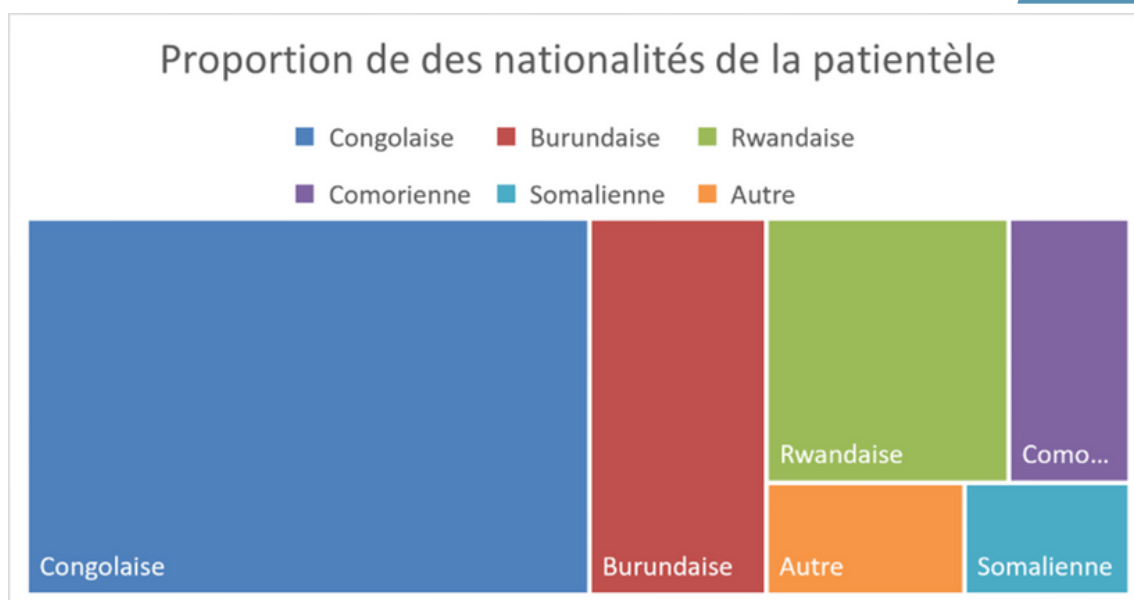
Les BPI bénéficient en premier lieu d'un récépissé valable 6 mois, permettant de demander ou réactiver leur numéro de sécurité sociale provisoire. Une fois en possession de l'extrait et la carte de séjour, ils pourront obtenir un numéro de sécurité sociale définitif.

Personnes déboutées

Le temps de l'obtention d'un nouveau récépissé, elles ne bénéficient d'aucun accès aux droit, les plaçant dans une vulnérabilité psychique et sociale importante. L'accès aux soins est rendu extrêmement difficile.

Nationalités des personnes reçues en consultation

Cette année encore, les patients d'origine congolaise furent les plus nombreux (51,03%), suivis des patients d'origine burundaise (16,06%) et rwandaise (15,42%).



ACTIVITES DU SERVICE

Consultations infirmier

Accueil en permanence, en binôme avec le médecin, sur renseignement d'un ticket remis par l'accueil. Ont été vus de façon prioritaire les soins de plaies, fiévreux ainsi que les patients chroniques en rupture de traitement. L'après-midi, les patients ayant rendez-vous étaient prioritaires.

Les rendez-vous pouvaient être donnés en inter ou intra-service. L'accueil des primo arrivants, sur orientation des travailleurs sociaux était priorisés.

Le « Guide de la Santé à Mayotte » était distribué pour les francophones et anglophones, et une orientation CeGUDD réalisée. L'infirmier était également en charge de la délivrance des médicaments sur ordonnance de la médecin.

Consultations médecin

Présence les lundis, mercredis et vendredis, sur rendez-vous uniquement (hors urgence), 8 plages horaires par jour. La médecin était chargée des prescriptions médicales, de la validation des protocoles de soin (en lien avec l'infirmier, de la gestion de la pharmacie, de la supervision médicale ainsi que de la supervision des bénévoles.

Consultations psychologue

Les consultations n'ont pu se tenir que jusqu'en juin, date à laquelle la psychologue a quitté la structure, sans pouvoir être immédiatement remplacé, faute de candidature. Le suivi opéré était focalisé sur les patients avec ESPT, vulnérabilité psychique et troubles du sommeil.

Des groupes de parole, ainsi que des groupes d'art thérapie furent également mis en place durant toute la première partie de l'année 2022. La demande importante a en effet imposé d'axer une prise en charge.

Gestion de la pharmacie

Le partenariat avec la **Pharmacie Humanitaire Internationale** s'est poursuivi cette année, afin d'assurer la continuité de l'activité de la pharmacie. Sans cette dernière, l'activité médicale se trouverait fortement contrainte.

Accompagnement médico-social

Nombre de problématiques rencontrées aux niveaux médical ou psychologique prennent leurs racines dans la grande précarité dans laquelle sont plongés les usagers. Le parc d'hébergement ne peut couvrir les besoins des personnes éligibles malgré son évolution récente, l'assistance alimentaire est insuffisante en l'état et les usagers ne disposent pas systématiquement du droit de travailler. Une journée par semaine a donc été consacrée par l'infirmier et les bénévoles, au recueil de ces problématiques afin d'y répondre de manière optimisée. Les principales thématiques abordées furent l'accès à l'alimentation, l'accès au logement, l'accès à la sécurité sociale, ainsi que le renouvellement des ATDA/récépissé.

Difficultés rencontrées

L'accès au pôle santé demeure compliqué tant la **demande est forte**. La gestion quotidienne du nombre de personnes devant les portes de la SPADA, porte d'entrée de toute l'association a été cette année encore d'une particulière difficulté.

A cette situation déjà tendue, s'est ajoutée cette année le développement du campement installé aux pourtours de l'association, intensifiant les tensions à ses abords. Le pôle santé s'en est lui aussi trouvé fortement impacté, l'agent de sécurité étant posté à l'entrée de la SPADA.

PERSPECTIVES

Si l'année 2022 a permis, malgré l'absence prolongée d'un psychologue, de développer un niveau pertinent de prise en charge interne et d'orientation, d'un public sans cesse plus nombreux, l'intensité de l'activité n'aura pas permis d'achever le travail de structuration enclenché ; travail pourtant essentiel au maintien de la qualité de la prise en charge.

Ainsi en 2023, les **objectifs** seront pluriels, notamment : **stabiliser** et **agrandir l'équipe** avec le recrutement d'un-e psychologue, d'un infirmier ainsi que d'un interprète ; achever l'établissement des protocoles médicaux afin de fluidifier les prises en charge sur les pathologies les plus fréquemment rencontrées ; mettre en place l'action TROD pour laquelle Solidarité Mayotte a obtenu fin 2022 une habilitation.

Enfin, à la question de la délocalisation du pôle déjà posée en 2022, une réponse sera apportée dès juin 2023 puisque des locaux mieux adaptés et plus récents seront investis par l'équipe à quelques kilomètres du siège, à Kawéni.

GLOSSAIRE

ASE Aide Sociale à l'Enfance

BPI Bénéficiaires de la Protection Internationale

CESEDA Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile

CHM Centre Hospitalier de Mayotte

CHU Centre d'Hébergement d'Urgence

CMA Conditions Matérielles d'Accueil

CNDA Cour Nationale du Droit d'Asile

CPH Centre Provisoire d'Hébergement

CRA Centre de Rétention Administrative

CSSM Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte

DPE Direction de la Protection de l'Enfance

ESI Etrangers en Situation Irrégulière

GUDA Guichet Unique d'Accueil des Demandeurs d'Asile

HUDA Hébergement d'Urgences pour Demandeurs d'Asile

IP Information Préoccupante

MI Mineurs Isolés

MIDA Mineurs Isolés Demandeurs d'Asile

MNA Mineurs Non accompagnés

OFPRA Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides

PTSD Post-Traumatic Stress Disorder

SATR Service d'Accompagnement Transitoire des Réfugiés

SIAO Service Intégré d'Accueil et d'Orientation

SPADA Structure de Premier Accueil des Demandeurs d'Asile

